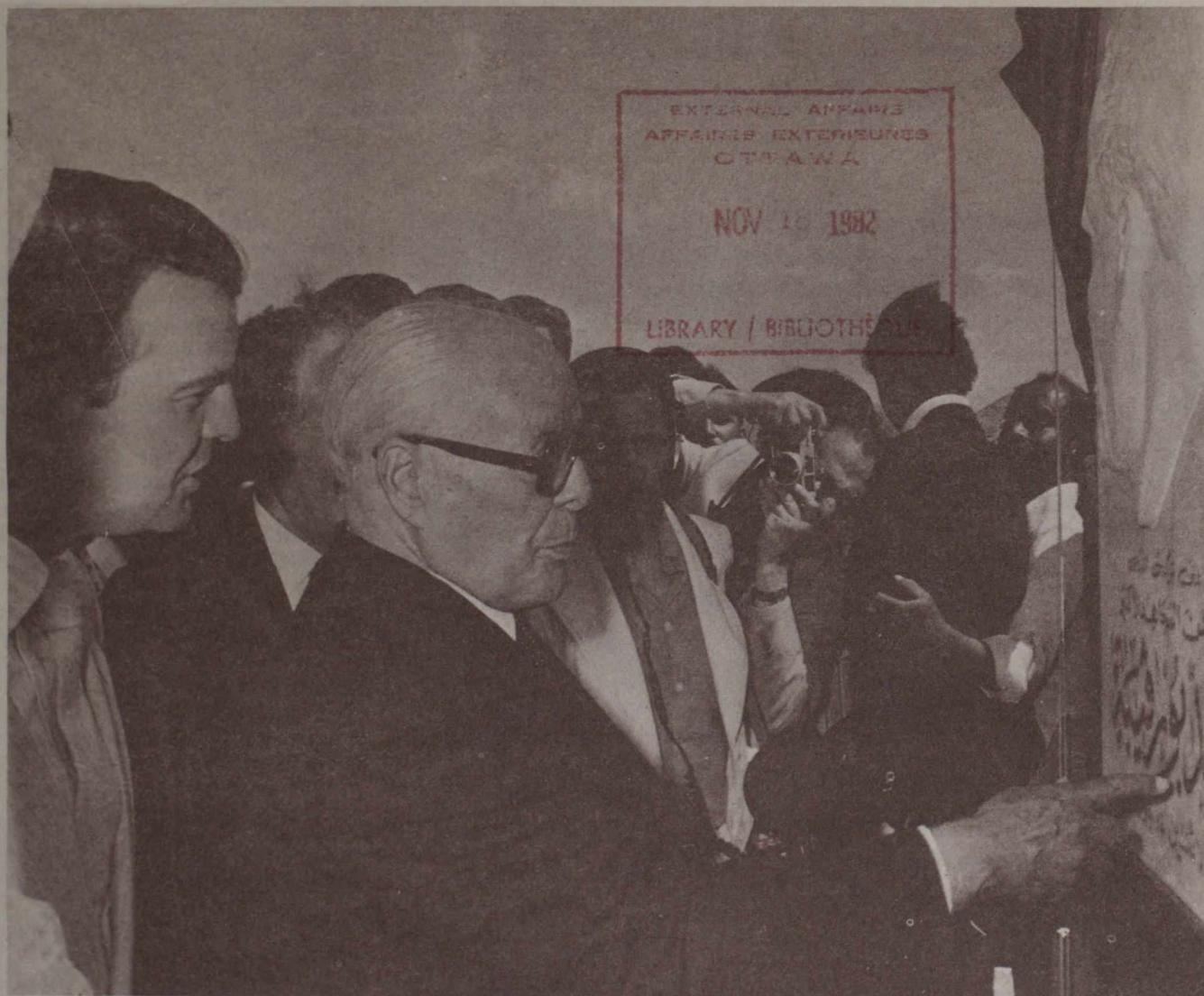


Le Canada et l'Afrique

CAL
EA965
C11
#14, oct/82
DOCS

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E
3 5036 01031316 4



Coopération canado-tunisienne
Pétro-Canada pour l'assistance internationale
Institut canadien des Affaires africaines
Universiade '83

Supplément :

Technologie du futur



Ils ont dit...

**L'Honorable Marc MacGuigan, alors
Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures**

«La dispense d'une aide humanitaire aux réfugiés représente un engagement d'envergure pour le Canada. Cette aide est cruciale dans la plupart des situations de réfugiés pour fournir à ces derniers denrées alimentaires, eau potable, logement et soins médicaux; en fait, c'est souvent une question de vie ou de mort. En 1981, le Canada a affecté environ 52 millions de dollars à ce type d'aide et nombre d'autres millions encore par le biais de ses programmes d'aide alimentaire et de son soutien des ONG...

A son niveau le plus fondamental, le problème des réfugiés est complexe, difficile et souvent politisé. Le Canada ne s'attend certainement pas à ce que des solutions puissent être facilement trouvées, ni que le problème des réfugiés disparaisse du jour au lendemain. Les diverses facettes de cette question doivent être examinées de façon réaliste si nous comptons faire quelque progrès. Si, toutefois, nous nous arrêtons à la misère humaine et aux coûts socio-économiques inhérents à la situation globale des réfugiés ces dernières années, nous saisissons sur le champ l'importance de cette question et son caractère impératif. Le gouvernement du Canada demeure engagé à poursuivre son rôle humanitaire actif auprès des réfugiés, et il continuera de chercher des solutions à ce problème qui afflige des millions de personnes partout dans le monde».

**Le T.H. Pierre Elliott Trudeau,
Premier ministre du Canada**

«Au Canada, nous avons décidé de consacrer des sommes accrues aux projets qui touchent la limitation des armements et le désarmement. Cette décision se concrétisera de deux façons. Premièrement, nous sommes prêts à engager les ressources qu'il faut pour permettre au Canada de participer de plain-pied à l'échange international des données sismiques, car il s'agit là d'un mécanisme de vérification internationale qui fera partie des dispositions d'un traité sur l'interdiction totale des essais nucléaires. Nous croyons que l'échange de ces données devrait entrer en vigueur le plus tôt possible et devancer la signature du traité. Deuxièmement, nous allons accroître considérablement nos recherches dans le domaine de la vérification. Pour mettre au point des procédures efficaces de vérification, le Canada s'efforcera d'utiliser au mieux son expertise à l'intérieur comme à l'extérieur du gouvernement».

**M. Marcel Massé,
Président de l'Agence canadienne
de développement international**

«Qu'est-ce que le développement ?

Aux premiers jours de la coopération mondiale, lorsque les pays développés d'Europe et d'Amérique du Nord se sont engagés hardiment dans la voie de l'assistance, la réponse à cette question semblait évidente. Le développement, c'était une école, un barrage ou un pont, en somme une réalité tangible que nous pouvions admirer, visiter, photographier, et même inaugurer par une cérémonie officielle.

Mais, pendant les trois dernières décennies, et surtout au cours des années 70 alors que furent remis en cause des principes du développement, nous avons tiré un enseignement précieux de notre expérience : le développement n'est pas une réalité matérielle que nous pouvons identifier, quantifier et évaluer. Il se traduit plutôt par une influence, un changement qualitatif de la pensée des gens, de leur façon d'agir et de réagir par rapport à leur milieu».



Coopération canado-tunisienne

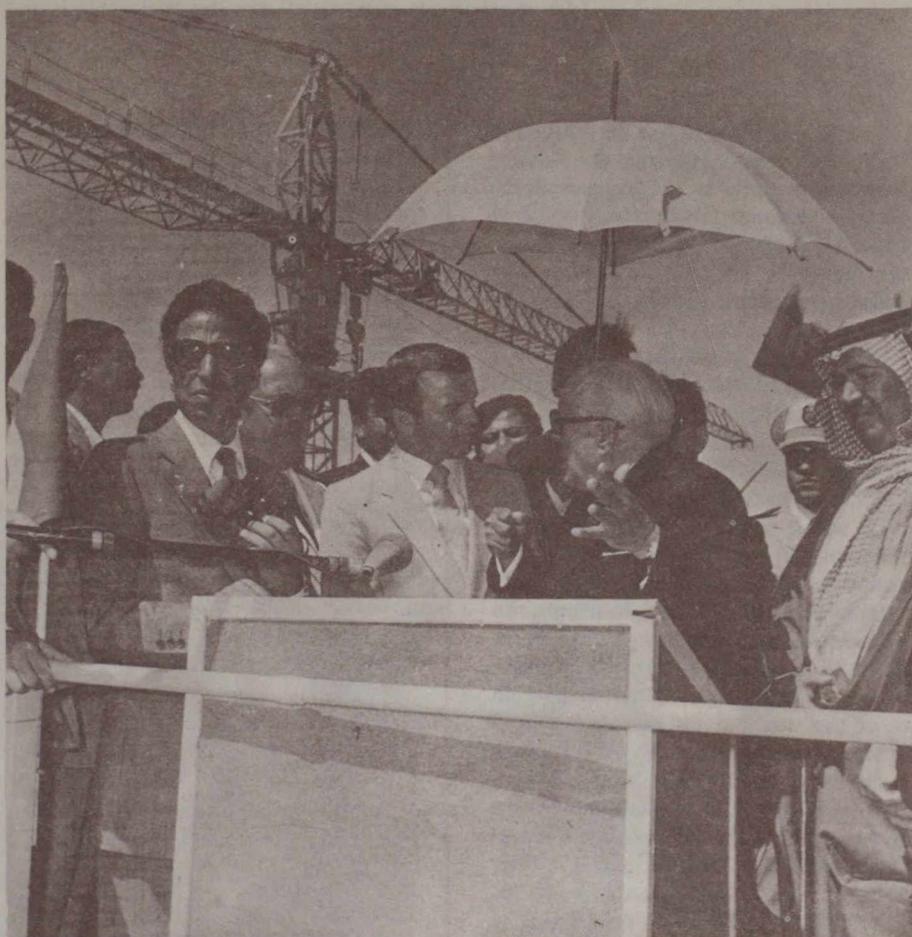
Le barrage «Bourguiba-Sidi Saad» a été inauguré

L'HONORABLE Serge Joyal, alors ministre d'Etat et Monsieur Marcel Massé, président de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) ont effectué du 14 au 17 juin dernier une visite en Tunisie à l'occasion de l'inauguration du barrage Bourguiba-Sidi Saad.

L'inauguration du barrage a donné lieu à une cérémonie importante à laquelle assistait le président Bourguiba, entouré pour la circonstance de nombreux ministres et des personnalités étrangères. La délégation canadienne comprenait MM. Serge Joyal, Marcel Massé et Arthur Blanchette, ambassadeur du Canada.

Le barrage Bourguiba tient une place primordiale dans l'ensemble de la coopération canado-tunisienne; il représente la plus importante contribution canadienne en Tunisie. En effet, à la suite des inondations catastrophiques de 1969, la Tunisie avait demandé au Canada de prendre en charge un programme de contrôle des eaux provenant du Zéroud et du Merguellil et de mise en valeur du potentiel agricole de toute cette vallée. Par un accord de prêt de 55 millions de dollars, le Canada a décidé de participer à la construction du barrage à Sidi Saad. Le but principal du barrage est de contenir et de régulariser le débit du Zéroud, dont les crues imprévisibles avaient un effet démoralisateur sur les exploitants de toute la plaine fertile de Kairouan. Les travaux de conception, d'ingénierie et de surveillance de la construction ont été réalisés par la firme SNC de Montréal. La réalisation elle-même a été confiée à un consortium international dont «Foundation» de Toronto fait partie à environ 15%. Lors de l'inauguration, les autorités tunisiennes ont manifesté leur grande satisfaction à l'égard du projet et se sont félicitées de l'esprit de coopération qui a marqué la réalisation du barrage.

Messieurs Joyal et Massé ont fait valoir, pour leur part, l'importance de la coopération canado-tunisienne. C'est



● *Le ministre Serge Joyal en conversation avec le Président Bourguiba lors de la cérémonie d'inauguration du barrage Bourguiba-Sidi Saad.*

ainsi que, depuis les débuts du programme d'intervention de l'ACDI en 1969, le Canada a déboursé en Tunisie un montant de 150 millions de dollars incluant l'aide alimentaire. Ces sommes ont fait de ce pays le plus important bénéficiaire d'aide per capita de l'Afrique francophone. Les interventions de l'ACDI se concentrent dans les secteurs de la santé, du développement agricole, de la production et du transport de l'énergie. Au cours des prochaines années, l'ACDI compte mettre davantage l'accent sur les activités de financement parallèle et de coopération industrielle, tout en étant

présente dans les domaines de la formation, de l'assistance technique et de la coopération institutionnelle.

S'inscrivant également dans le cadre de la coopération, le programme de fonds administrés par la mission (FAM) a permis de financer plusieurs petits projets locaux d'une valeur de 350.000 dollars pour l'année 1981-82.

Suite à l'inauguration, Messieurs Joyal et Massé ont profité de leur séjour en Tunisie pour rencontrer les autorités tunisiennes afin de faire le point avec elles sur l'état des relations bilatérales et dégager la voie à la coopération future entre les deux pays. ■



Pétro-Canada pour l'assistance internationale

Un nouveau concept en coopération internationale

VU le nombre de nouveaux concepts mis de l'avant dans le Programme énergétique national annoncé en octobre 1980, il n'est guère surprenant qu'un de ses éléments les plus novateurs soit passé à peu près inaperçu pendant près d'un an.

En effet, on y annonçait la création d'une nouvelle société d'Etat, Petro-Canada International (rebaptisée depuis Petro-Canada pour l'assistance internationale). Filiale de la compagnie pétrolière nationale, la nouvelle société serait appelée à mettre les compétences de sociétés du secteur privé canadien au service des pays du Tiers monde dont les économies, tributaires du pétrole, sont à bout de souffle. Elle devrait les aider à s'affranchir progressivement des importations de pétrole et de gaz qui drainent peu à peu leurs réserves de devises et étouffent la croissance de leur économie.

Il fallut attendre la Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables, à Nairobi, en août 1981, avant que le Premier ministre Trudeau ne révèle le mandat de Petro-Canada International. Il s'agissait effectivement d'une formule novatrice : tandis que la plupart des pays occidentaux, sans oublier la Banque mondiale elle-même, envisageaient de doter leurs organismes d'aide de filiales énergétiques pour fournir au Tiers monde l'aide dont il avait désespérément besoin dans les secteurs du pétrole et du gaz, le Canada dotait plutôt sa compagnie pétrolière nationale d'un mécanisme d'aide.

Cette formule devrait donner à Petro-Canada International, ou PCI comme on l'appelle maintenant dans les milieux internationaux, un double avantage comparativement aux autres institutions de prêt œuvrant dans le domaine de l'aide. La société mère lui assurerait une capacité opérationnelle,

la libérant du même coup du lourd processus bureaucratique qui, dans la plupart des organismes gouvernementaux d'aide, exige un délai de démarrage de deux à trois ans en amont des projets.

L'automne dernier, à peine un an après l'annonce du Programme énergétique national, PCI commença à s'installer à Ottawa. Vu son rôle, qui est de catalyser la participation du secteur privé et de conseiller des poli-

tiques à la société mère, l'appareil administratif est réduit à l'essentiel. Il y aura en tout trois bureaux où travailleront le président du Conseil d'administration et premier directeur, l'ancien ambassadeur du Canada à Washington, M. Peter Towe, et un vice-président, M. Georges Léger, qui travaillait auparavant pour la PEX, société d'exploitation de Petro-Canada.

M. Towe hésite quelque peu à dévoiler ses idées sur la façon dont



● M. Peter Towe (à droite) est le premier président de Pétro-Canada pour l'assistance internationale. Il est assisté par M. Georges Léger, vice-président de cette société d'Etat.



PCI devrait fonctionner. Toutefois, il s'empresse de souligner que PCI ne déplacera pas les investisseurs privés. « Dans le secteur de l'exploration, il y a de nombreuses activités qui intéressent beaucoup moins les investisseurs privés, et c'est là que PCI peut servir d'agent catalyseur pour créer un climat qui leur serait plus favorable. Je pense notamment à des travaux de pré-développement ou de pré-exploration, où l'on fournirait par exemple de l'aide pour des levées et des activités de promotion -soit l'exploration des champs pétrolifères et gazifères plus petits ayant des taux de rendement plus faibles- ainsi que de l'assistance technique pour améliorer les connaissances et la technologie des compagnies pétrolières nationales et de leur personnel». A l'annonce de la création de la nouvelle société, à Nairobi, le Premier ministre Trudeau a fait état de ces objectifs, indiquant que l'appui accordé aux pays en développement dans le domaine de l'énergie les aiderait à mieux évaluer leurs propres solutions.

Les fonds dont dispose PCI aux termes du PEN, soit 250 millions de dollars pour une période de cinq ans, sont modestes comparativement aux besoins des pays importateurs de pétrole, besoins que la Banque mondiale estime à environ 50 milliards de dollars par année. Cette réalité peut expliquer l'empressement de M. Towe à obtenir l'appui du secteur privé. Comme son budget annuel équivaudra vraisemblablement à moins de 5 % de celui de l'ACDI, PCI devra choisir avec le plus grand soin les pays bénéficiaires et la meilleure façon d'utiliser ses fonds pour à la fois intéresser les investisseurs et soulager les difficultés des bénéficiaires. « D'une certaine façon, leur situation est tristement ironique », déclare Peter Towe. « Il y a un certain nombre d'années, ces pays ont délaissé massivement les combustibles

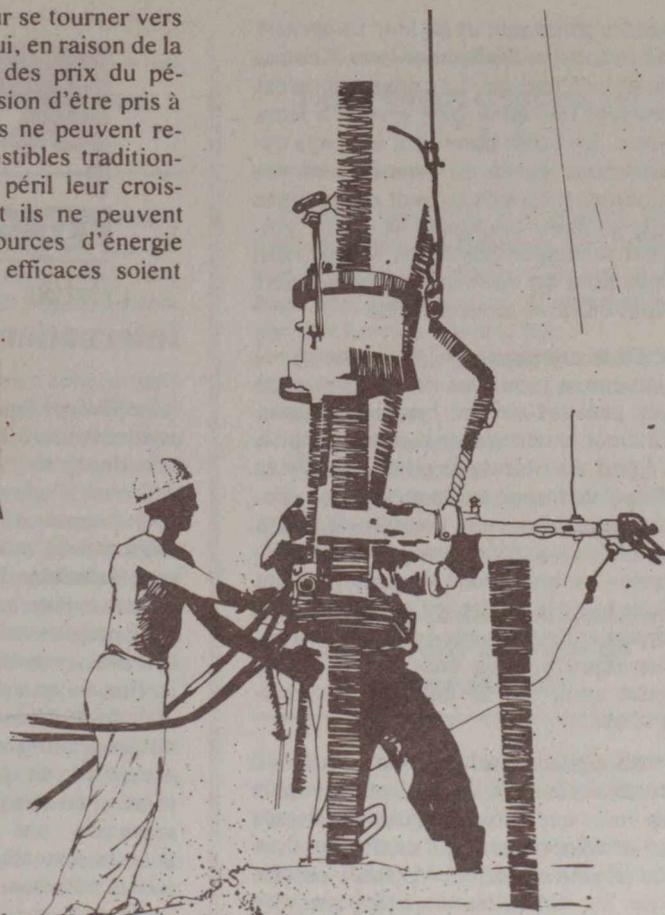
plus traditionnels pour se tourner vers le pétrole. Aujourd'hui, en raison de la montée vertigineuse des prix du pétrole, ils ont l'impression d'être pris à leur propre piège : ils ne peuvent retourner à des combustibles traditionnels sans mettre en péril leur croissance économique et ils ne peuvent attendre que des sources d'énergie plus fiables et plus efficaces soient



- « Des découvertes de pétrole peuvent réduire de beaucoup ou éliminer entièrement la dépendance à l'égard du pétrole importé ».

prêtes à être employées à des fins commerciales et industrielles. Ils dépendent du pétrole ».

Des arguments de poids ont amené le ministre de l'Énergie et ses collègues du Cabinet à établir un organisme indépendant d'aide pour la mise en valeur des hydrocarbures, une sorte de « Petro-ACDI » mais sans le fardeau bureaucratique excessif avec lequel l'ACDI doit compter dans des entreprises moins risquées. Les augmentations massives du prix du pétrole au



cours des années 70 ont frappé très durement les pays du Tiers monde à l'extérieur de l'OPEP. La plupart d'entre eux, et en particulier les plus pauvres, dépendent des importations pour répondre à presque tous leurs besoins énergétiques. Selon M. Towe, « la consommation d'énergie dans ces pays est petite si on la compare à la consommation mondiale, mais elle augmente plus rapidement que le taux mondial en raison de leur industrialisation ».



sation croissante et de leur incapacité de se tourner facilement vers d'autres sources d'énergie. La conservation est souvent une farce bien cruelle à leurs yeux. En effet, pour eux, les pays occidentaux gavés de pétrole sont des gloutons réformés suivant des régimes alimentaires bourgeois et osant prêcher la tempérance à des voisins affamés juste au moment où ces derniers vont enfin se mettre à table».

Dans ces pays, des découvertes relativement modestes de pétrole ou de gaz peuvent réduire beaucoup, sinon éliminer entièrement, la dépendance à l'égard du pétrole importé. M. Peter Towe est frappé par la misère des «petits pays faiblement peuplés où, toute proportion gardée, une «flaque de pétrole» ou une «bulle de gaz» peuvent faire toute la différence entre la dépendance et l'autonomie énergétique avec les répercussions énormes que cela peut avoir sur la balance des paiements».

Soulignant qu'«en Amérique du Nord seulement, il y a 35 puits de plus de forés que dans les quelque 100 pays en développement qui sont tributaires du pétrole importé», M. Towe précise que les difficultés de ces pays sont doubles. «D'une part, ils ont dans leur sol ou au large de leurs côtes une partie des hydrocarbures dont ils ont tant besoin pour réduire leur dépendance à l'égard du pétrole importé, mais pour un certain nombre de raisons - pénurie de compétences en gestion, technologie insuffisante, manque de capitaux et obstacles institutionnels et politiques qui se dressent entre eux et les compagnies d'exploitation-, ces ressources nationales ne sont ni explorées ni exploitées assez rapidement. D'autre part, étant donné le coût plus élevé de l'énergie importée, leur capacité d'accroître les exportations pour financer leur déficit a décliné, situation qui est



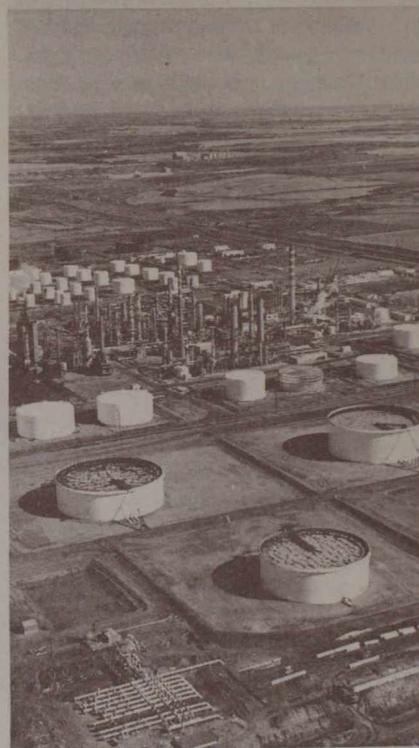
Péto - Canada - International au Sénégal

Le Sénégal figure parmi les premiers pays africains à bénéficier de l'aide internationale de Péto-Canada. En effet, le Conseil d'administration de cette société a approuvé en juin 1982 une subvention de 5 milliards de francs CFA pour les besoins des recherches pétrolières entreprises au Sénégal.

Le programme d'aide canadienne qui doit démarrer durant la seconde moitié de l'année en cours s'étendra sur une période de 18 mois environ. L'objectif du programme est de procéder à une évaluation du potentiel pétrolier offshore et on-shore. En outre, le Canada apportera une assistance technique pour la formation du personnel de la société Pétrosen.

la contrepartie du ralentissement économique dans la plupart des pays industrialisés».

PCI essaiera en 1982 d'arrêter son choix sur des projets dans plusieurs pays, mais M. Peter Towe refuse de préciser quels pays seront choisis. «Nous ne faisons pas de publicité pour obtenir d'autres demandes», souligne-t-il en précisant que PCI a été informée des besoins de certains pays par de diverses sources et divers contacts et que le processus se poursuit. Dans son évaluation des projets, PCI aura deux soucis primordiaux.



● Une raffinerie à Edmonton en Alberta; en Amérique du Nord seulement, il y a 35 puits de plus de forés que dans quelque 100 pays en développement.

L'un d'eux a été défini par le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures «comme instrument du Canada dans les efforts qu'il déploie officiellement pour aider le développement, PCI fonctionnera dans le cadre global du programme fédéral d'aide au développement international et elle respectera donc les objectifs du gouvernement en ce qui concerne l'aide à l'étranger». On peut en déduire que PCI ne lancera pas de projets dans des pays où le Canada ne poursuit actuellement aucun programme d'aide ou n'a aucune présence officielle.



Institut canadien des Affaires africaines

Un forum original pour l'échange d'idées

L'INSTITUT canadien des Affaires africaines (I.C.A.A.) est un institut d'affaires publiques. Comme tel, il ne prend pas position sur les événements, les hommes ou les situations.

Il s'agit plutôt d'un forum où les membres peuvent venir s'exprimer et échanger des idées avec leurs invités. Les séances de l'Institut sont privées à moins que le Conseil des Dirigeants n'en décide autrement. Les opinions exprimées en privé restent dans ce cadre et ne peuvent être imputées à quiconque, ni faire l'objet d'aucune publication.

L'Institut présente, autant que possible, dans les symposiums, colloques ou conférences, des thèses opposées autour d'un problème ou d'une situation.

Les buts de l'Institut sont :

— de mettre les Canadiens au courant de la réalité africaine, et plus particulièrement, de les informer du rôle du Canada en Afrique;

— d'étudier les affaires africaines, au sens le plus large du terme, en mettant particulièrement l'accent sur les aspects économiques, politiques et sociaux des nations africaines;

— de susciter davantage l'intérêt dans les relations économiques, politiques et culturelles entre le Canada et les nations africaines sur une base de réciprocité;

— de mettre à profit les qualités et l'expérience de tous les citoyens canadiens possédant un talent spécial ou ayant encore des liens avec les nations africaines.

L'Institut canadien des Affaires africaines est une organisation sans but lucratif, légalement formée selon la Loi des Corporations du Canada. Les deux langues d'usage sont le français et l'anglais.

Composition des organes directeurs

Une particularité que les promoteurs du projet ont voulu retenir est une représentation très substantielle des Africains au niveau des organes directeurs de l'Institut.

Cette préoccupation s'explique dans la mesure où la vision que les Africains ont de leurs sociétés, diffère très sensiblement de celle que peuvent avoir les Occidentaux. Par ailleurs, dans les débats qui ont lieu régulièrement autour des affaires africaines, l'absence des experts africains ou des politicologues africains ne favoriserait pas une évaluation équilibrée des situations. Si on ajoute que le problème colonial a contribué et contribue encore à fausser la vision de l'Afrique, on comprend facilement pourquoi il est si important que l'Institut ait une forte représentation africaine de qualité.

Un autre aspect de ce problème concerne l'accueil des étudiants africains au Canada, problème dont l'Institut canadien des Affaires africaines veut se préoccuper en réservant un siège au représentant des étudiants. Il est en effet très important que ceux qui viennent parfaire leur formation au Canada pour le bien de leur pays, aient en retournant chez eux une vision réaliste du Canada. Cette vision, ils ne peuvent l'acquérir que s'ils ont eu accès aux Canadiens et en particulier à ceux qui prennent les décisions. L'Institut peut en collaboration avec les universités et les gouvernements provinciaux, mettre sur pied un programme à l'image de ce qui existe aux Etats-Unis avec l'Institut afro-américain.

Les moyens d'action de l'I.C.A.A.

Comme tout institut d'affaires publiques, l'Institut canadien des Affaires africaines se propose de mener à bien ses programmes d'information par des moyens divers, tels :

- dîners ou déjeuners-débats hebdomadaires,
- conférences,
- symposium annuel,
- voyages d'études,
- centre de recherches sur les politiques africaines,
- édition d'une revue trimestrielle ou bimestrielle.

Les moyens au plan de l'organisation

Un exécutif permanent, sous forme d'un secrétariat, a été créé ainsi que deux commissions :

- Territoriales : (Afrique du Nord ou Arabe, Afrique de l'Est, Afrique de l'Ouest, Afrique Australe) et
- de Travail : (budget des investissements, finances, recherche et information, programme, voyage d'études, nomination).

Siège social : Montréal
Boîte postale 193, Station S
Montréal, Qué., H4E 4H7





La culture franco-ontarienne

Pour l'épanouissement des francophones de l'Ontario

IMPLANTÉE au Canada vers le milieu du seizième siècle, la culture française s'est transformée au cours des ans et sous l'influence des régions. Ainsi, aux Français de jadis, ont succédé les «canayen» d'autrefois, puis les Canadiens français de l'Ontario de naguère qui ont travaillé avec acharnement les terres ontariennes, se sont attaqués aux immenses forêts et ont entrepris la construction des chemins de fer ou l'exploitation des mines. Les Canadiens-français tiraient alors leur identité de cette grande communauté canadienne-française du pays, ordonnée autour des coutumes et des valeurs traditionnelles de la Famille, de l'Eglise et de l'Ecole. Mais, à l'aube du vingtième siècle, les longues luttes scolaires ont poussé ces Canadiens-français de l'Ontario à s'identifier plus directement à la province qu'ils habitent, ce qui les a incités à se définir comme «Franco-Ontariens».

Aujourd'hui, même ce nom semble périmé. Il vaudrait sans doute mieux parler d'«Ontariois». En effet, l'Ontarien francophone n'est ni un citoyen de deuxième classe ni un Québécois. Le mot «Ontariois» a vu le jour en 1979, à Toronto, pour célébrer l'épanouissement d'une culture franco-ontarienne en pleine ébullition. En s'appelant «Ontariois», les francophones de l'Ontario montrent qu'ils sont déterminés à ne plus se définir en fonction de la majorité anglophone, mais par rapport à leurs racines françaises et à leur culture.

Les Ontariois possèdent en commun avec les Québécois et les autres francophones du Canada un fonds culturel canadien-français. Mais ils ont développé en terre ontarienne une sensibilité propre qui se révèle, par exemple, dans les manifestations artistiques.

L'identité franco-ontarienne, telle

qu'exprimée dans les arts, cherche à contrecarrer les progrès de l'assimilation en Ontario et à répondre à l'insouciance manifestée à l'endroit des minorités francophones hors du Québec. Les Franco-Ontariens produisent chez eux et pour eux des œuvres d'art, de l'artisanat et des films. Des artistes surgissent des quatre coins de la province et éveillent la fierté et l'identité collectives.

Marginaux sur les plans géographique (ils sont disséminés en plus de vingt points sur l'immense territoire de l'Ontario), culturel (ils n'appartiennent pas à la culture dominante qui est celle des anglophones, politique (leur force politique est presque négligeable) et économique (leur revenu reste inférieur à la moyenne provinciale), les Franco-Ontariens ont dû développer des mécanismes de défense et des institutions propres à assurer leur survivance. Ce sont, par exemple, les écoles françaises, les centres culturels, les caisses populaires, les clubs sociaux et des organismes tels Direction-Jeunesse, l'AEFO (Association des enseignants franco-ontariens), l'ACFO (Association canadienne-française de l'Ontario), Théâtre-Action...

Ainsi, l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO) est le principal porte-parole et le coordonnateur des activités franco-ontariennes. Le gouvernement provincial utilise l'ACFO comme conseiller moral et le gouvernement fédéral (particulièrement le Secrétariat d'Etat) s'en sert comme distributeur de fonds et comme secrétariat conjoint pour divers organismes de l'Ontario.

Une autre institution, l'Assemblée des centres culturels de l'Ontario (ACCO), comprend onze centres culturels qui se sont réunis dans l'espoir de promouvoir avec force l'exis-

tence des centres culturels en Ontario français. Leur objectif est de favoriser le développement et la promotion de toutes les activités culturelles et d'être un réseau de ressources humaines, d'information et de renseignements accessibles à tous les centres culturels franco-ontariens. Mentionnons toutefois que les deux organismes les plus importants dans le domaine de l'aide artistique et culturelle aux Franco-Ontariens sont le secrétariat d'Etat ainsi que le Conseil des arts de l'Ontario.

Théâtre

Parmi les arts du spectacle, le théâtre retient d'abord l'attention. Le théâtre fut le premier moyen d'expression privilégié par les «Ontariois». Grâce au théâtre, s'est créée et développée la première parole publique à laquelle ils se sont ralliés.

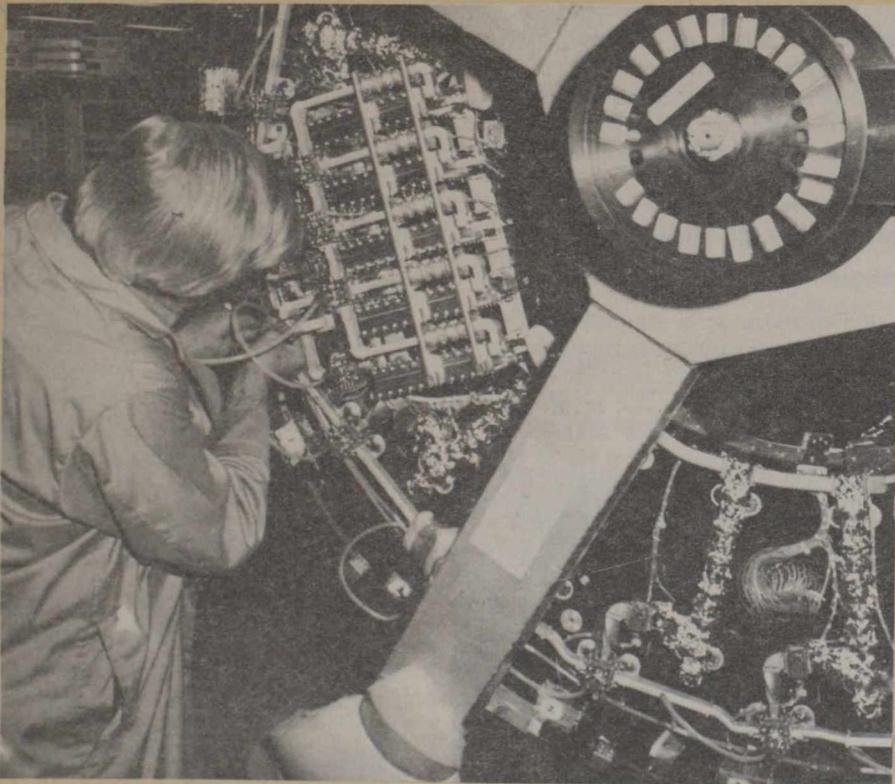
En 1982, on compte en Ontario français une trentaine de troupes communautaires et étudiantes et quatre troupes professionnelles, soit le Théâtre du Nouvel-Ontario de Sudbury, qui célébrait son 10^e anniversaire en 1981; la Corvée, d'Ottawa, qui consacrait, la même année, cinq ans d'activités: le Théâtre du P'tit Bonheur de Toronto, installé dans la ville Reine depuis plus de quatorze ans et la Vieille 17, dernière-née des troupes professionnelles. Ces compagnies se vouent à la production de pièces très variées: créations franco-ontariennes, pièces québécoises, adaptations de pièces canadiennes et étrangères.

Un jeune théâtre, reflétant l'histoire et la vie contemporaine de divers milieux franco-ontariens est en train de trouver sa voie. Fragile, le théâtre communautaire ou amateur apporte cependant une attitude de fraîcheur et de spontanéité que les théâtres professionnels reconnaissent et encouragent.

SUPPLEMENT

Technologie du futur

L'industrie canadienne de technologie avancée



● Un technicien travaillant sur le satellite de télécommunications ANIK-C.

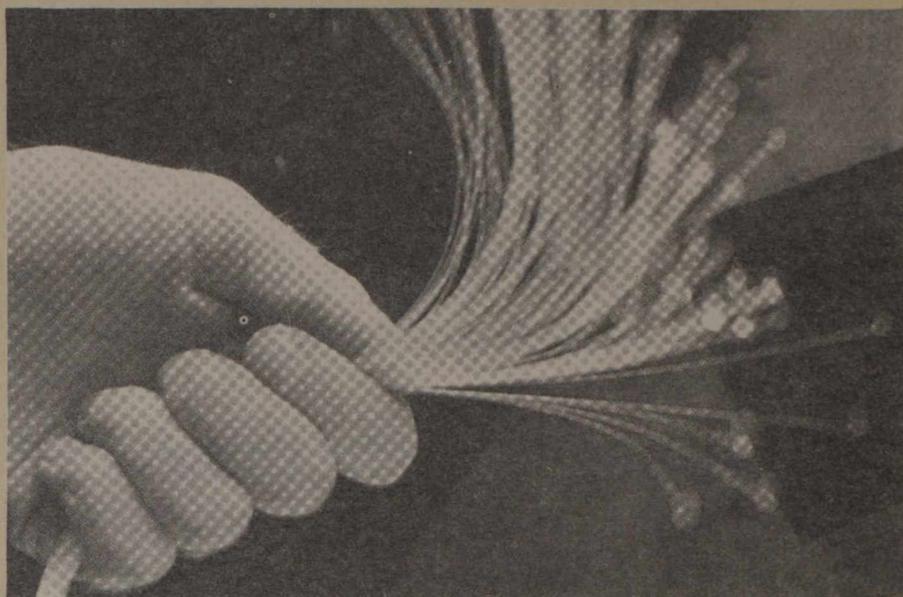


Le Canada se révèle un chef de file international dans divers domaines de la technologie avancée. En particulier, il jouit d'une réputation d'excellence dans le secteur des télécommunications et des systèmes de satellite, comme en témoignent les réalisations canadiennes en matière de fibre optique et de téléphone, le développement et les applications du système des satellites de haute fréquence, ainsi que le bras télémanipulateur intégré de la navette spatiale Columbia de la NASA. De nombreuses entreprises se spécialisent dans le do-

main de la bureautique, produisant notamment une variété de systèmes de traitement de l'information et des textes. De plus, le Télidon, système de télévision interactive conçu au Canada s'avère la technologie vidéo la plus avancée au monde. En ce qui a trait à l'aéronautique, le Canada s'est taillé une place importante dans les marchés internationaux pour les avions à décollage et atterrissage courts (ADAC), les avions à réaction à usage privé, les petits moteurs à turbine et divers systèmes électroniques. La compétence technologique canadienne dans le do-



Le Canada et l'Afrique



● *Nerf de verre, pensée de lumière : la fibre optique a été mise au point au Canada en 1972.*

maine des mines, de la géophysique, des explosifs commerciaux et de l'équipement d'excavation souterraine se révèle peut-être moins connue mais demeure néanmoins considérable.

Structure de l'industrie

A l'encontre de la majorité des industries, l'industrie de la technologie avancée est présente dans tous les secteurs économiques. Le pivot central de cette industrie se révèle Recherche et Développement (R et D), que ce soit dans le secteur des ressources, de la fabrication ou des services.

La Bell-Northern Research (BNR) est la plus importante compagnie privée de Recherche et Développement industriel au Canada. Propriété de la Northern Télécom et de Bell Canada, la BNR a consacré 165 millions de dollars en 1981 au développement de nouveaux produits dans le domaine des télécommunications et de l'informatique. Cette société compte plus de 2.800 employés, dont environ 1.700 scientifiques, ingénieurs, concepteurs, industriels, techniciens et autres professionnels. Elle vient appuyer les fonctions de fabrication et de services de ses sociétés actionnaires par ses recherches en conception et en technologie.

Avec des revenus totaux combinés se chiffrant à 6 milliards de dollars en 1980, le groupe formé par Bell Canada constitue l'une des plus grandes entreprises au Canada. C'est un excellent exemple d'une entreprise de technologie avancée entièrement intégrée. La Bell-Northern Research effectue des recherches dans les domaines d'activi-

tés de ses sociétés-actionnaires. La Northern Telecom fabrique et met en marché une vaste gamme d'équipements de télécommunications, dont des systèmes de commutateurs et de transmission numérique des données, de l'équipement de traitement de l'information et des systèmes de bureautique qui sont destinés aux «bureaux du futur». Bell Canada constitue son client principal. En plus d'assurer les services et installations de télécommunications dans six provinces et dans les territoires du Nord-Ouest, Bell Canada offre des services de consultation à de nombreux organismes de télécommunications étrangers. Le groupe Bell Canada se distingue de la plupart des entreprises de technologie avancée par sa taille.

De fait, la majorité des sociétés de technologie avancée se classerait plutôt dans la catégorie des petites et moyennes entreprises. La Canadian Advanced Technology Association (CATA) regroupe plus de 110 sociétés de technologie avancée, sous contrôle canadien.

Plusieurs sociétés de technologie avancée se sont regroupées dans la région d'Ottawa, capitale nationale, car, historiquement, le gouvernement canadien constitue un des principaux clients de ce type de société. De plus, une importante infrastructure de Recherche et Développement est établie depuis longtemps dans la capitale nationale, notamment le Conseil national de recherches et la Bell-Northern Research qui sont les principaux organismes canadiens de Recherche et Développement, respectivement aux niveaux public et privé. Plusieurs scientifiques et ingénieurs ayant fondé des sociétés de technologie avancée à

Le Canada et l'Afrique



● *Le Télidon, TV qui répond, a été mis au point par des chercheurs canadiens.*

Ottawa, ont commencé leurs carrières dans ces deux organismes.

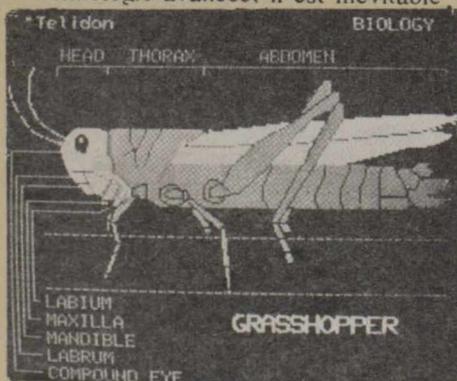
De nombreuses autres sociétés connaissent une expansion similaire et remportent de vifs succès sur les marchés mondiaux. Entre autres, la Systemhouse Ltd d'Ottawa, spécialisée dans la conception des systèmes informatiques et des logiciels, a ouvert neuf filiales aux Etats-Unis et prévoit en compter trente d'ici à 1983. La Lumonics Inc de Kanata est le plus grand manufacturier canadien de lasers et se spécialise dans les lasers à gaz à émission pulsée. Elle s'est vue, entre autres, accorder un contrat par la Communauté économique européenne pour la codification d'étiquettes de produits alimentaires. La Comterm Inc de Montréal, pour sa part, fabrique des terminaux-écrans à base de microprocesseurs destinés à la transmission de données. Une gamme de ses produits fait l'objet d'un contrat avec l'Arabie Saoudite jusqu'en 1983. De son côté, la société AES Data Ltd de Montréal produit deux types distincts de systèmes de traitement de textes, emploie plus de 2.000 personnes au Canada et à l'étranger et vend ses produits dans plus de 50 pays.

Une tendance au regroupement semble s'établir parmi les petites et moyennes entreprises de technologie avancée. Afin de pouvoir jouir d'économies d'échelle et d'être en mesure de faire meilleure concurrence, elles forment des consortiums pour réaliser des projets spécifiques. Par exemple, le consortium Canadian Educational Microprocessor Corp. a été établi pour la conception et la fabrication d'un micro-ordinateur destiné au marché de l'éducation. Le consortium OCRA

(Office Communications Research Associates) regroupant, entre autres, la Gandalf, la Mitel, Nabu Manufacturing Corp., les télécommunications CN-CP et des sociétés de fabrication de câbles, œuvre dans le domaine de la bureautique.

Industrie de l'informatique

Dans une étude de l'industrie de la technologie avancée, il est inévitable



● *Le Télidon peut produire des images très perfectionnées et permet la transmission électronique d'illustrations techniques, scientifiques et mathématiques, de diagrammes, de statistiques, de cartes, ainsi que des signes et symboles pour les sourds et d'autres utilisateurs.*

de traiter aussi de l'informatique. Son application vient appuyer les industries les plus diversifiées, allant des produits forestiers aux transports, et



Le Canada et l'Afrique



● *Le Canada s'est taillé une place importante dans la fabrication des avions à décollage et atterrissage courts (ADAC). Ci-dessus le DASH-7.*

de l'exploitation minière à la bureautique.

Selon des données issues d'un sondage entrepris par la Evans Research Corp. de Missisauga (Ontario), les revenus annuels de l'industrie canadienne de l'informatique ont dépassé 4 milliards de dollars en 1980.

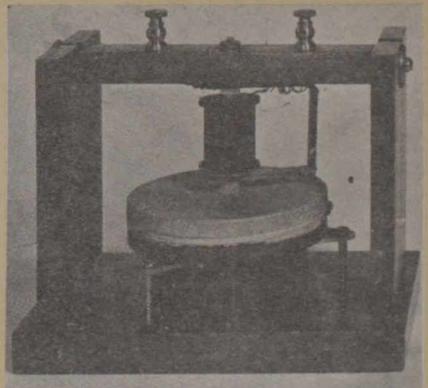
Défis communs

Les sociétés de technologie avancée ont à faire face à certains défis spécifiques. Par exemple, pour être viable, une société de technologie avancée doit offrir un produit ou service de classe mondiale qui soit non seulement concurrentiel, mais aussi le meilleur en son genre. Toutefois, le marché canadien pour des produits et des services de cette complexité et de cette spécialisation reste plutôt restreint. Il est donc essentiel pour les sociétés de technologie avancée de se tourner vers les marchés d'exportation, c'est-à-dire, de faire reconnaître et de commercialiser leurs produits à l'échelle internationale, où s'exerce une forte concurrence. Ainsi, les sociétés membres de CATA exportent en moyenne 70 % de leur production. Cette orientation vers les marchés d'exportation se révèle encore plus nette dans le domaine de l'aéronautique, l'une des activités de la technologie avancée où 88 % des ventes en 1981 se sont réalisées à l'étranger.

Le financement des sociétés de technologie avancée s'avère aussi un point crucial. D'abord, avant de pouvoir tirer des revenus de la commercialisation d'un produit, elles doivent financer les travaux souvent prolongés de Recherche et Développement,

la fabrication ainsi que la mise en marché. Au départ, le capital de risque des sociétés débutantes provient souvent des épargnes personnelles. Mais cette source de fonds se révèle vite insuffisante pour financer la croissance de ces sociétés, qui implique davantage de Recherche et Développement, la poursuite de marchés et diverses dépenses en immobilisations. Les sociétés peuvent avoir recours aux banques à charte mais ces institutions n'acceptent de financer que certains aspects de l'administration d'une entreprise, tel le fonds de roulement, et ne fournissent pas de capitaux de risque. ■

D'après un texte de
Marie PLANTE



● *Le Canadien Alexandre G. Bell inventa le téléphone potencé qui transmet les premiers sons de la voix le 3 juin 1875. Aujourd'hui, le téléphone électronique commence à éclipser tous les autres systèmes. Il a été mis au point grâce à Bell Northern Research, Northern Telecom et Bell-Canada.*



Musique

En ce qui concerne la scène musicale, plusieurs facteurs ont permis l'expansion de cette forme d'expression en Ontario français. L'essor de la chanson au Québec, la multiplication des boîtes à chansons et les tournées de chansonniers québécois ont stimulé le milieu ontarien. Robert Paquette, Pierre Germain, le groupe CANO, Garolou, Purlaine ont fait œuvre de pionniers en composant leur propre musique et leurs propres chansons.

Festival de la création franco-ontarienne, conforme aux directives de ses organisateurs de Sudbury; la «Nuit sur l'Etang» est née en 1974 et offre chaque année une tribune aux poètes, chansonniers, musiciens, gens de théâtre, monologuistes de l'Ontario français. Son objectif ultime demeure toutefois d'assurer la relève des musiciens (si urgente en Ontario francophone) et de rassembler bon nombre d'amateurs qui pratiquent cette forme d'expression.

C'est le Centre franco-ontarien de Sudbury qui accomplit depuis trente ans le plus important travail de recherche dans le domaine de la chanson folklorique et des contes populaires. Plus de 700 récits, contes populaires et légendes et pas moins de 6.000 versions de chansons sont réunis sous son toit.

Grâce à M. Germain Lemieux, ce trésor culturel a été conservé. En plus des cours de folklore qu'il donne à l'Université de Sudbury, M. Lemieux a participé à de nombreuses émissions radiophoniques sur la recherche folklorique. La publication d'articles de revues et de journaux; l'enregistrement de cassettes (extraits de contes, de chansons, de giques) dans un but pédagogique, la publication des deux volumes du *Chansonnier franco-*

ontarien et de la collection *Les vieux m'ont conté* (qu'il a entrepris d'éditer dès 1973 et grâce à laquelle il compte diffuser en dix ans au-delà de 400 contes populaires) s'ajoutent aux quelque 450 heures d'enquêtes faites à temps partiel par cet infatigable collectionneur.

Littérature

Parler d'écrits en Ontario français, c'est d'abord évoquer une littérature de combat faite essentiellement d'innombrables mémoires et brochures à la défense des droits des Franco-Ontariens. Des noms sont déjà connus bien au-delà des frontières de la province. Séraphin Marion et Jean Ménard, tous deux d'Ottawa, ou encore Jean Ethier-Blais qui est originaire du Nouvel-Ontario, représentent les plus belles plumes des lettres canadiennes-françaises.

Les auteurs franco-ontariens sont souvent obligés de publier à leur compte ainsi que le firent George Tissot, Pierre Pelletier, à Ottawa, ou Réginald Bélair, à Kapuskasing. Il existe cependant à Sudbury une maison d'édition franco-ontarienne «Prise de Parole» qui atteint aujourd'hui sa pleine expansion avec la publication de plus de trente livres (poésie, théâtre, roman, conte, musique), de numéros de revue, de recueils collectifs et de livres scolaires. De plus, *Prise de Parole* continue son action d'animation des arts littéraires franco-ontariens en favorisant la création à l'aide de projets tels que la collection *Les Perce-Neiges* destinée aux jeunes acteurs, les tournées d'ateliers à travers la province pour familiariser les intéressés avec l'édition, la publication de recueils réunissant les poèmes lauréats de concours au secondaire et de nom-

breux lancements de livres. Elle dépiste de jeunes auteurs dans toutes les régions de la province, tels Patrice Desbiens, Jean-Marc Dalpé, Sylvie Trudel, Jocelyne Villeneuve, Doric Germain... et les invite à soumettre leurs manuscrits.

Arts plastiques

Plus que dans tout autre domaine, de l'expression artistique en milieu francophone ontarien, c'est dans celui des arts plastiques (peinture, sculpture et céramique) qu'Ottawa joue un rôle de métropole aux divers niveaux, de la formation, de la création, de la diffusion et de l'animation. L'Université d'Ottawa offre un milieu et des ressources qui ont favorisé des artisans tels que Michel Savage, Richard Lachapelle, Josée Beaulieu... dans le développement de leur carrière.

Ottawa compte une trentaine de galeries, qui exposent des œuvres variées, des plus conventionnelles aux plus avant-gardistes. Quatre d'entre elles organisent régulièrement des expositions d'artistes canadiens-français en provenance du Québec, de l'Ontario et d'ailleurs, soit la Galerie Rodrigue LeMay, la Galerie Multi-Arts, la Galerie éducative de l'école de la Salle et celle du Collège communautaire Algonquin.

L'intensité et la rapidité du développement culturel ontarien démontrent la ferme volonté d'affirmation collective de la culture ontarienne et la permanence du fait français en Ontario. Ainsi, les Franco-Ontariens, faibles pris individuellement et noyés dans la masse anglaise, sentent le besoin de crier collectivement leur identité. On retrouve une vitalité artistique incontestable chez les «Ontariois»: vitalité d'un art enraciné en terre ontarienne et en même temps authentiquement canadien-français. ■



Lutte contre la désertification

Le CRDI œuvre pour le reboisement du Sahel

MBIDDI est un petit hameau de cinquante habitants perdu dans le nord du Sénégal. Lorsque des milliers de bovins l'envahissent, en saison sèche, les cases disparaissent dans la poussière et les cornes. Ici, les pasteurs peuls -les cow-boys sénégalais- sont certains d'abreuver leurs troupeaux : le forage descend jusqu'à 250 mètres de profondeur.

Le bétail vient pour l'eau, les humains, eux, se maintiennent à cause de la station forestière. «Si ce n'était la station de recherche, dit Oumar Tandia, agent technique des Eaux et Forêts, la sécheresse aurait vidé le village». Les travaux forestiers donnent de l'emploi à plusieurs chefs de famille et deux marchands font la tournée des forages environnants avec leur camionnette, à partir du village.

Dans cette zone typique du Sahel, une bonne année apporte de 250 à 300 mm d'une pluie erratique. El Hadji Sène, directeur des Eaux et Forêts, la qualifie de «pluie-mosaïque». «Il pleut suffisamment pour assurer les récoltes dans un village, et dans un autre village, à peine 30 km plus loin, il ne tombe rien». C'est pourquoi on a effectué le fonçage de nombreux puits profonds. Il y a maintenant plus de 70 forages à travers la zone sylvo-pastorale sénégalaise distants les uns des autres de 30 à 40 kilomètres.

L'environnement immédiat des forages subit régulièrement l'assaut de fortes concentrations de bétail. Les feux de brousse et les «pluies-mosaïques» font aussi refluer les animaux vers certains sites. Or, d'octobre à juin, le feuillage des arbres constitue le seul fourrage vert disponible.

Vers la fin de la saison sèche, les feuilles et les gousses comptent pour près de la moitié du régime alimentaire



● La disparition des arbres prive les animaux de l'essentiel fourrage aérien.

des chèvres, chameaux et bovins. Le couvert ligneux à proximité des points d'eau se trouve inévitablement soumis à un broutage extrêmement intensif.

Lorsque survint la sécheresse, en 1972, ce fut le coup de grâce. La nappe phréatique s'enfonça, se dérochant sous les racines. La surexploitation se conjuga à la sécheresse pour décimer de 20 à 80 % de la couverture ligneuse, en particulier autour des forages.

La disparition des arbres privait les animaux de l'essentiel fourrage aérien. Les pasteurs nomades perdaient aussi un important revenu d'appoint. En effet, l'up des arbres broutés par le bétail, l'acacia senegal, secrète la gomme arabique, un précieux hydrocolloïde employé comme liant et émoulliant dans

l'alimentation et la pharmacie. Le Sénégal a traditionnellement été l'un des principaux exportateurs de gomme arabique. La sécheresse a fait chuter les exportations de 6.000 à 500 tonnes, de 1971 à 1972. Les gommiers ayant été décimés, la production sénégalaise stagne encore entre 500 et 1.000 tonnes par année.

Sécheresse ou non, les autorités forestières refusaient d'abandonner la zone à la désertification. Ils ont donc accordé la priorité au reboisement, en particulier autour des forages en vue de promouvoir un développement plus ordonné de l'élevage et de favoriser la sédentarisation graduelle des éleveurs.

Déjà au Sénégal, et ailleurs, des recherches sur les acacias gommiers et



fourragers avaient été entreprises, mais sans qu'on leur donne suite. «Il fallait repartir à zéro», dit El Hadji Sène. En 1972, des discussions furent donc engagées avec le Centre de recherche pour le développement international (CRDI) du Canada qui accepta de financer les recherches sur le reboisement en zone pastorale.

Aujourd'hui, les ingénieurs et chercheurs sénégalais ont installé un impressionnant matériel végétal ligneux à Mbiddi. Les plantations expérimentales totalisent 340 hectares, dont 75 hectares de gommiers, le reste en arbres fourragers. Plantés à partir de 1974, les gommiers ont fière allure même si, adulte, l'acacia senegal demeure un petit arbre de 2 à 5 mètres.

Les taux de survie se sont maintenus entre 85 et 95 % malgré des années extrêmement difficiles. En 1976, par exemple, des hordes de rats ont rongé les jeunes plants. L'année suivante, la sécheresse revint en force. Il ne tomba que 130 mm de pluie, mais les acacias survécurent malgré tout.

Depuis 1975, grâce aux techniques de plantation mises au point à Mbiddi, on a planté 5.000 hectares de gommiers. Le coût d'installation à l'hectare, 100.000 francs CFA, demeure par contre trop élevé pour reboiser les 80.000 km² de la zone sylvo-pastorale. Pour l'abaisser, M. Sène compte sur la participation des populations. Dans un département, les Eaux et Forêts prévoyaient 600 hectares de plantations populaires, en 1981. «Ils nous ont dit : «Six cents hectares, c'est bon, mais mille hectares, cela vaudrait encore davantage». Nous avons donc donné le feu vert, dit El Hadji Sène. Et, effectivement, quand nous avons fait le bilan dans cette communauté rurale, nous avons compté 1.018 hectares». L'avenir de la gomme arabique semble assuré.

Quant aux travaux sur les arbres fourragers, ils ont confirmé la remar-

quable résistance des espèces indigènes à la sécheresse. Les acacias tortilis, nilotica et senegal ont fait preuve d'une surprenante vigueur, poussant de 60 à 70 cm par année. Par contre, des espèces d'acacias originaires d'Australie ont déçu. Les individus de deuxième et troisième générations, cependant (arbres obtenus à partir de semences récoltées sur des individus ayant poussé au Sénégal) semblent plus résistants.

La solution aux difficultés d'adaptation des acacias exotiques pourrait venir de la biotechnologie. Un jeune chercheur du Centre national de recherches forestières, Ibrahima Guèye, vient de rentrer du Canada avec une maîtrise en symbioses végétales de l'université Laval, à Québec. Il a étudié les bactéries et les champignons qui favorisent la croissance des acacias.

Les bactéries du genre rhizobium colonisent les racines des plantes légumineuses, tels les acacias, leur permettant de se nourrir d'azote atmos-

phérique. De la même façon, des champignons microscopiques, les mycorrhizes, aident les plantes à assimiler le phosphore, l'élément le plus important après l'azote.

Dans le cadre du projet de recherche, on espère identifier des souches qui doubleront le rythme de croissance initial des plants en pépinière. En s'appuyant sur ces auxiliaires biologiques, les arbres produiront de plus grandes quantités d'un feuillage plus riche en protéine. Leur apport élargira aussi le spectre des espèces susceptibles d'être introduites dans la zone sylvo-pastorale.

Si les recherches semblent de plus en plus spécialisées, il n'en demeure pas moins que les chercheurs n'oublient pas les utilisateurs. «Mbiddi n'atteindra son objectif que si on arrive à traduire les résultats en outils pour les populations de la zone sylvo-pastorale», dit El Hadji Sène. ■

par Jean-Marc FLEURY



● La lutte contre les feux de brousse est un facteur important pour combattre la désertification.



Universiade '83

Un grand festival sportif et culturel

LE 1^{er} juillet 1983 sera d'une grande importance pour Edmonton, le Canada et le monde du sport.

Le jour que le Canada célébrera son 116^e anniversaire, nous prévoyons qu'il y aura 4.000 athlètes officiels, représentant environ 85 pays qui se réuniront à Edmonton pour les XII^e Jeux mondiaux universitaires. Ce sera la première fois que le Canada ou les Etats-Unis aura eu l'occasion de recevoir les Jeux depuis qu'ils furent organisés en 1923 comme un événement modeste pour quelques écoles européennes par Jean Pettijean, un personnage révérent en affaires étudiantes françaises. Depuis ce temps, par contre, les Jeux sont devenus un des plus importants événements sportifs au monde, dépassés seulement par les Jeux olympiques d'été, et sont deux fois plus grands que les Jeux du Commonwealth.

On s'attend à ce que les Jeux attirent environ 300.000 visiteurs en Alberta et 700.000 spectateurs à des disciplines sportives : l'athlétisme, la natation, le plongeon, le cyclisme, l'escrime, le basket-ball, la gymnastique, le volley-ball, le tennis et le water-polo durant les 10 jours de compétition.

La planification, par le comité organisateur d'Edmonton, d'un programme culturel qui offrira un kaléidoscope d'art, de musique et d'artisanat, en coopération avec 900 organisations ethniques de l'Alberta et plusieurs autres des pays concurrents, démontre que les Jeux seront un des plus grands festivals sportifs et culturels de l'histoire du Canada.

Les Jeux à Edmonton pourront être les plus conséquents jamais organisés sous la bannière de la Fédération internationale des Sports universitaires (FISU). Les Jeux mondiaux universitaires auront lieu un mois avant les Jeux pan-américains et 13 mois avant les Jeux olympiques à Los Angeles. Etant donné que les Etats-Unis n'ont pas planifié d'événements internatio-

naux en 1984 préalablement aux Jeux olympiques, les Jeux universitaires d'Edmonton seront l'événement majeur au monde du sport au cours des 13 mois précédant les Jeux olympiques.

«La programmation des Jeux mondiaux universitaires et des Jeux olympiques en Amérique du Nord, à seulement 13 mois d'intervalle, nous garantit pratiquement que les meilleurs athlètes universitaires de tous les coins du monde seront à Edmonton», a dit M. Zemrau, le président d'Universiade '83. «Les Soviétiques, les Chinois et les Américains nous ont dit avoir l'intention d'envoyer des équipes très représentatives à Edmonton. Les Chinois, par exemple, disent qu'ils enverront 300 athlètes. Si oui, ce sera la plus grosse équipe que les Chinois aient rassemblée pour n'importe quelle compétition hors de leur pays».

«Les Soviétiques ont demandé s'il leur était possible de s'entraîner à Edmonton, juste avant les Jeux olympiques de Los Angeles. Nous n'y voyons aucun problème. Je crois que nous pouvons compter sur les Soviétiques pour envoyer une équipe complète à Edmonton aussi».

Les différences les plus importantes entre les Jeux mondiaux universitaires et les Jeux olympiques sont relatives au laps de temps de présentation et à l'admissibilité des concurrents. Les Jeux universitaires ont lieu à tous les deux ans : les Jeux olympiques, à tous les quatre ans. Tandis que les Jeux olympiques n'ont pas d'âge limite, les concurrents des Jeux universitaires doivent avoir entre 17 et 28 ans et être inscrits à une institution post-secondaire au moins un an avant la compétition.

La grande majorité des athlètes qui ont concouru aux olympiades antérieures ont aussi concouru aux Jeux universitaires. Aux olympiades de Moscou en 1980, 20 des gagnants de la médaille d'or de l'Union soviétique et 7 des 8 gagnants de la médaille d'or de l'Italie représentaient la FISU.

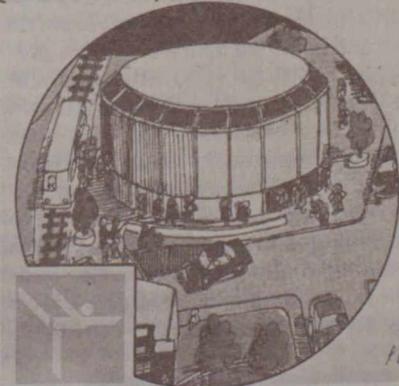
La majorité des lieux de compétitions sont en place pour les jeux '83 d'Edmonton. Ils le sont depuis 1978, un héritage des jeux du Commonwealth. L'agrandissement du Stade du



● Le stade du Commonwealth.

Commonwealth de 43.000 sièges à 61.000 est déjà en voie d'exécution. Le 15 septembre, les officiels de l'Université de l'Alberta et du gouvernement provincial ont donné la première pelletée de terre pour marquer le commencement de la construction d'un centre sportif de 18 millions de dollars. Le centre pourra abriter 10.000 spectateurs et sera le site de la compétition du basket-ball masculin et féminin pendant les Jeux mondiaux universitaires. La construction devra être complétée au mois d'avril 1983.

Les compétitions de natation, plongeon et water-polo auront lieu au cen-



● Le stade Colisée Northlands.

Le Canada et l'Afrique



tre aquatique Kinsmen qui sera muni de 5.000 sièges. Le lieu du volley-ball et de la gymnastique sera le Colisée Northlands, domicile des Edmonton Oilers, équipe de la Ligue nationale du hockey. Le Colisée est muni de 17.611 sièges. L'Institut de Technologie du nord de l'Alberta (NAIT) sera le lieu des épreuves préliminaires du volley-ball et le vélodrome Argyll de la compétition du cyclisme. Le Stade du Commonwealth sera le site des cérémonies d'ouverture et de fermeture ainsi que des épreuves sur piste.

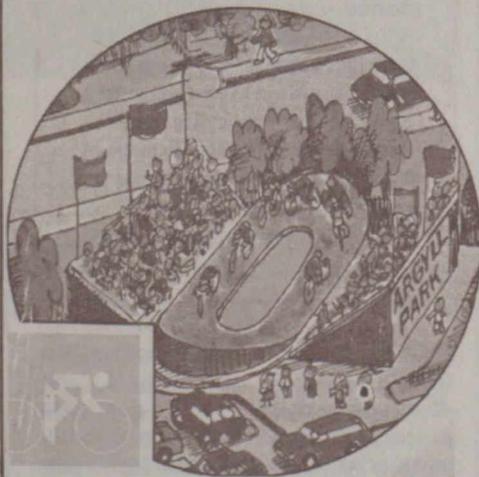
Le nouveau Centre de Convention d'Edmonton, présentement en cons-



● *Le centre aquatique Kinsmen.*

truction, sera le site d'un Congrès des sports internationaux qui aura lieu une semaine avant les Jeux. Le Congrès, un pré-requis à la constitution d'Universiade, assurera la présence d'érudits exceptionnels du monde entier dans le domaine des sports.

L'étude du sport est une composante fondamentale de l'emphase académique de la faculté de l'Education physique et de récréation à l'Université de l'Alberta. Le Congrès mettra en vedette des présentations sur l'histoire du sport, la sociologie du sport, la physiologie de l'exercice, l'analyse biomécanique des activités sportives, les blessures sportives, la psychologie du sport et l'administration des sports. Universiade '83 fournira des possibilités de recherche au personnel de l'Université, non seulement à l'Uni-



● *Le vélodrome.*

versité de l'Alberta mais aussi à travers le Canada.

Universiade '83 fut officiellement inauguré le 19 octobre avec la levée symbolique de cinq drapeaux : le drapeau de la FISU qui a été remis et présenté à la société Universiade '83 par Nick Rodis, vice-président de la FISU, le drapeau Universiade '83 et les drapeaux de la ville d'Edmonton, de la province de l'Alberta et du Canada.

M. Alex Fallow, président du conseil des gouverneurs, est à la tête de la société et M. Ed Zemrau est le président de la société Universiade '83. Les directeurs et vice-présidents des sept divisions ont été nommés. En ce moment, la société est engagée dans des négociations pour des services tels que les droits de radiodiffusion et de télévision et l'obtention de fonds provenant des gouvernements fédéral, provincial et municipal. Des efforts sont maintenant en pleine vigueur afin d'engager plus de 6.000 bénévoles pour assister à une multitude d'activités administratives, sportives, culturelles, techniques et de réception.

Est-ce qu'Edmonton peut tenir un événement d'une ampleur telle que les Jeux mondiaux universitaires ?

Dick Palmer, directeur de l'équipe britannique aux Jeux du Commonwealth, appuie facilement les capacités de la ville, ainsi que Ken Porter, assistant-directeur de réunions compétitives aux Jeux olympiques de Montréal.

«Après avoir reçu les Jeux du Commonwealth, Edmonton a une réputation qu'elle peut le faire», a dit M. Palmer. «Les athlètes britanniques sont ravis de revenir à Edmonton. La ville possède une ambiance et une culture uniques. On ne pourrait trouver un meilleur endroit pour les Jeux».

M. Porter a dit : «De toutes les communautés au Canada, je crois qu'Edmonton a développé et continue à développer le raffinement nécessaire pour apprécier les bonnes performances qui se feront ici».



Témoignage...

PINCE sans rire, j'ai enfin pu juger la vraisemblance de cette fameuse boutade de mes compatriotes quand ils appellent plaisamment les Saint-Louisiens du Sénégal, les Canadiens. Il m'aura fallu traverser l'Atlantique, il aura fallu le Congrès de la FIDELF (1) pour trouver le signe de ralliement des homonymes et cousins à plaisanteries. L'histoire a de ces malices...

L'avènement de Louis, quatorzième du nom au règne de soleil - qui devait le sanctifier d'ailleurs - vit presque simultanément débarquer les Français au Canada et à... Saint-Louis. Ainsi le deuxième pays le plus grand du monde devint mon cousin issu de colonie par la voie du Saint-Laurent et par celle du fleuve Sénégal.

Anglais et Français se battirent en chœur tant au Sénégal qu'au Canada. Si les premiers quittèrent Saint-Louis, ils restèrent au Canada. L'écrivain a beau faire fi des frontières, il emporte quand même dans sa mémoire les critères et caractéristiques de son identité culturelle. Aussi mes «cousins» canadiens ne me laissèrent guère le loisir d'envisager le dépaysement. Les relets de l'Histoire affûtent et assevent d'autorité les affinités. Ma soif et ma faim de grands espaces furent vite assouvies. L'immense territoire canadien est en vérité un ressac de fluide aux hantises les plus têtues. C'est le pays d'Yves Theriault. C'est le pays d'Ashimile Roc qui forgea le vouloir de son peuple plus loin que les Rocheuses. C'est le pays patchwork où l'homme et la bête, la nature et la technique ont tacitement établi les clivages culturels en un éblouissement sauvage de beauté et de pureté au chatolement de tour de Babel.

Heureux que la FIDELF ait tenu ces assises dans un pays de tel foisonnement et moutonnement culturel où bilinguisme et dialectes rient avec la langue québécoise; la savoureuse originalité d'une kyrielle d'écrivains martelant la sémantique de l'Universel!

Fédération internationale des écrivains de langue française (FIDELF)

A l'occasion d'un congrès tenu à Québec les 2 et 3 juillet 1982, des délégués représentant dix-sept associations d'écrivains provenant de douze pays où le français est en usage, ont décidé de créer une fédération d'association d'écrivains. Les principaux objectifs de cette fédération internationale sont de contribuer au développement du dialogue entre les cultures francophones, d'assurer le rayonnement mondial des littératures d'expression française, de favoriser la création d'associations d'écrivains, d'assurer la sauvegarde, le respect et la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production littéraire, de stimuler la diffusion de ces littératures et de coordonner les échanges entre les associations membres. Le conseil d'administration sera composé de Michèle Lalonde (Québec) à la présidence, de Denis Monière (Québec), au poste de secrétaire général et des conseillers : Ibrahima Sall (Sénégal), Buabua wa Kayembe (Zaïre), Paul Lanners (Luxembourg) et Maguelonne Toussaint-Samat (France). Le siège social de l'organisme sera établi à Montréal.

Québec, «vienne ville française, centre d'élégance et de bon goût canadien», étais-je tenté de dire pour paraphraser Ousmane Socé Diop et le cousin Karim de Saint-Louis du Sénégal tant la ville qui s'offrait à ma curiosité

dans ses moindres coins et recoins, dédales et incursions du passé était empreinte des vestiges de Gorée, Rufisque, ou Dakar. A visage connu, territoire connu.

Inconnue, l'Université Laval aux catacombes pour grand froid canadien? Au hasard du souterrain, l'Afrique irradiait dans les effusions et les cris de bienvenue des étudiants. Campus sur mesure ou villages sportifs? Les différentes ethnies africaines s'embrassent dans la luxuriance des langues qui annihilent temps et espace. La graine intellectuelle germe en bon sol.

Entre deux travaux, les écrivains au fil du Saint-Laurent, fleuve grand, fleuve bon et fécond charriant la marche au bonheur de toutes les races unies en un seul peuple. Le Saint-Laurent, le Nil prestigieux du Nouveau Monde.

Le géant Canada. A perte de vue, la féerie de l'eau et l'âme des forêts. La nature reste inviolée en dépit du forceps technologique. La greffe est réussie à la dimension des cœurs fidèles à l'esprit du vent et des grands bois. L'harmonie règne.

Sillonner encore les rues du vieux Québec, s'arrêter aux fiacres promenant le temps sans anachronisme aucun; les canons muselés depuis les plaines d'Abraham. La minute de silence est un soupir de cause entendue qui retourne à l'Histoire.

La route est une ceinture verte; de l'avion un faisceau d'îles verdoyantes jusqu'à Montréal - l'Hospitalière où les ténèbres ne se posent jamais; Montréal lumineuse comme queue de comète, flamme palpable, orgie de lumière et cascade de pierres précieuses; Montréal qui amène à la mémoire les vers de la poétesse :

«... Je rêve a long terme d'une Américaine populaire pareillement pavoisée multicolore et folle retournée à l'air libre (...) nous baliserons d'inextinguibles feux les rives du grand fleuve (...) la fête sera chaude et profonde».



● M. Ibrahima Sall, écrivain sénégalais, membre du Conseil d'administration de la FIDELF.

Il est vrai que la chaleur des Canadiens égale la magnificence des nuits de Montréal, nuits gorgées de feux tranquilles et d'étoiles ruisselantes. La grande métropole semble ne devoir jamais dormir comme si Montréal célèbre une fête perpétuelle décrétée par quelque divinité d'épreuves et d'allégresse.

«Et tu n'as pas tout vu, rit à mon oreille l'écrivain aux sangs multiples d'Inuit, de Montagnais, de Canuck,

d'Européen, tu n'as pas tout vu, il y a encore Ottawa, il y a encore Toronto, il y a Charlottetown, il y a...».

Oui, il y a toutes ces villes situées dans les «provinces» dont chacune est un continent en puissance.

Oui. Découvrir étape par étape le géant-Canada aux visages multiples, aux destins innombrables pétris du tryptique *roche - forêt - eau* est un besoin qu'il faut vivre au plus profond de ce qui ne rassasie jamais le regard.

Oui. Mais la FIDELF est créée. Il faut partir. Etrange ! L'avion prend son élan mais le souffle des réacteurs est comme le cri profond prolongé de l'original quand il brame là-bas dans l'épaisseur de la solitude étalée...

Ibrahima SALL
Ecrivain

«Les routiers de Chimères»

Ibrahima Sall est le jeune auteur de «La Génération spontanée», poèmes-serments publiés en 1975, de «Crépuscules Invraisemblables», recueil de nouvelles (1977), du «Choix de Madior», pièce primée en 1979 lors du Premier festival international de la Francophonie à Nice.

Son dernier ouvrage, «Les Routiers de Chimères» est certainement un roman poétique, le premier roman sénégalais qui présente une écriture nettement poétique. Ibrahima Sall y organise une variation de l'écriture qui fait apparaître des moments d'intense poésie, alternant avec une narration plus sereine mais non dépourvue d'une densité de l'expression qui entretient l'agrément littéraire.

Les personnages quittent la route comme se dévide la trame de mauvaise destinée des anti-héros. Dès lors, la quête du bonheur tient au miracle dans une société au cœur de béton qui garde toutes les routes.

Pour casser ce granit, le routier, est-il autrement armé que de ses chimères ?



Le Canada et l'Afrique



L'assemblée annuelle du FMI à Toronto

L'assemblée annuelle ordinaire du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale pour la reconstruction et le développement s'est tenue, du 6 au 9 septembre 1982 à Toronto. Quelque 2.000 participants y ont assisté au sein de 147 délégations.

Les pays donateurs, à l'exception des Etats-Unis, se sont montrés disposés à verser, en 1984, une contribution exceptionnelle supplémentaire de 7 milliards de dollars soit 2.450 milliards de francs CFA.

Au nom des gouverneurs africains, M. Ousmane Seck, ministre de l'Economie et des Finances et gouverneur du Fonds pour le Sénégal, a prononcé un discours en séance plénière. Dans son discours, M. Seck a souligné l'importance que les pays africains attachent au groupe de la Banque mondiale, et il a déploré la crise financière que traverse actuellement l'AID.

Ententes Canada-Guinée

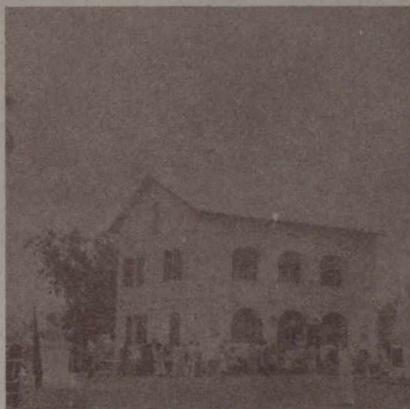
L'Honorable Pierre de Bané, alors ministre d'Etat aux Relations extérieures, a annoncé le 23 juillet, au terme de la visite officielle au Canada du ministre de la Coopération internationale de la République populaire révolutionnaire de Guinée, Son Excellence, M. Marcel Clos, la signature de deux protocoles d'entente portant sur l'exécution des projets de coopération.

Ces projets s'inscrivent dans le cadre de l'Accord général de coopération signé entre les deux pays le 8 juin dernier. Cet accord est l'aboutissement des discussions que le ministre de Bané a entreprises avec les autorités guinéennes l'année dernière à l'occasion de sa visite officielle en Guinée.

Le premier projet, d'une valeur de 2,3 millions de dollars, répond aux priorités qu'accorde le gouvernement guinéen au développement du secteur

des petites et moyennes entreprises. Le projet mettra à la disposition du ministère des petites et moyennes entreprises de l'assistance technique canadienne.

Le second projet, d'une valeur de 250.000 dollars, fournira des petits équipements et des moyens de communication au personnel de santé dans les régions rurales, atteignant environ 600.000 personnes.



Inauguration du musée de Boké

Le musée régional de Boké en Guinée a été inauguré, le 5 juin 1982, sous la présidence de Mme Andrée Sékou Touré, épouse du président Sékou Touré, et en présence de l'ambassadeur du Canada, alors M. Marc Perron. C'est grâce aux activités du club des Amis du Musée de Boké et une subvention de 20.000 dollars canadiens accordés par le Canada lors de la visite de l'Honorable Pierre de Bané, alors ministre d'Etat aux Relations extérieures, en Guinée en juin 1981, que l'ancienne maison historique du gouverneur français de Boké a pu être restaurée. Le musée abrite une collection d'objets d'art du patrimoine culturel guinéen.

C'est dans ce même fortin historique, construit en 1878, que le héros national de Guinée, Alpha Yaya Diallo a été emprisonné avant sa déportation au Dahomey, actuel Bénin. Au milieu de la cour de ce fortin a été érigée, en 1862, une stèle à la mémoire de l'explorateur français René Caillé.

Canada-Algérie : Deux contrats signés

L'Algérie vient d'accorder deux contrats d'une valeur globale de 250 millions de dollars à la société montréalaise «SOFAT», pour l'aménagement d'un gigantesque réseau d'ateliers d'entretien pour camions et autocars nécessitant la construction de 250 bâtiments.

Il s'agit de l'une des plus importantes commandes internationales jamais octroyées à une firme de génie - construction au Canada. La société pour l'expansion des exportations (SEE) du Canada s'est engagée à financer la grosse part des sommes investies en puisant 160,1 millions de dollars dans sa ligne de crédit de 1,2 milliard de dollars, signée avec l'Algérie en 1978. Le projet devrait commencer au début d'octobre et envoyer 400 ouvriers canadiens et québécois en Algérie.

Le père Lévesque reçoit le Prix de la Banque royale

Dominicain bien connu et fondateur de l'Université nationale du Rwanda, le père Georges-Henri Lévesque a reçu dernièrement le Prix de la Banque royale du Canada pour 1982.

La Banque accorde son prix annuel, et la médaille d'or qui l'accompagne, à un Canadien ayant contribué à l'amélioration du sort de l'humanité par des réalisations remarquables. Un comité indépendant de la Banque royale fait, chaque année, le choix du lauréat.

Originaire de Roberval (Québec), le père Lévesque, aujourd'hui âgé de 79 ans, fonda la faculté des sciences sociales de l'Université Laval à Québec dont il fut le premier doyen.

Sociologue, philosophe et moraliste, le père Lévesque a pris part à de nombreuses activités qui l'ont conduit à travers le monde, en particulier au Rwanda où il fonda l'Université nationale.

Photo couverture : Le Président Habib Bourguiba et le ministre canadien Serge Joyal devant la plaque commémorative de l'inauguration du barrage Bourguiba Sidi Saad en Tunisie.

La revue «Le Canada et l'Afrique» peut être obtenue gratuitement sur demande auprès de l'une des ambassades du Canada. Nos lecteurs sont invités à nous faire connaître leurs critiques sur le contenu de cette publication.

Imprimé aux N.I.S. Dakar - Directeur de publication : Ian Ferguson
Rédacteur en chef : Mme Outi-Kaarina Badji